Droit au retour

Partage international nº 359 – Juillet 2018

Le 6 juin 2018 à Londres, le chef du parti travailliste d'opposition britannique, Jeremy Corbyn, a demandé que la déclaration suivante soit lue lors d'une manifestation sur le droit au retour réclamant la justice pour le peuple palestinien :

« Ces dernières semaines, des dizaines de civils palestiniens non armés ont été tués à Gaza par les forces israéliennes. Des centaines ont été blessés. La plupart sont des réfugiés ou des familles de réfugiés de ce qui est maintenant Israël, et ils manifestent pour leur droit de revenir, semaine après semaine.

L'assassinat de Razzan Najjar, un volontaire de 22 ans abattu par un tireur d'élite israélien à Gaza le vendredi 1er juin 2018, est le dernier rappel tragique de la brutalité indigne et aveugle qui est infligée, sous les ordres du gouvernement Netanyahou.

Le silence, ou pire, le soutien, pour cette illégalité flagrante, de la part de nombreux gouvernements occidentaux, notamment le nôtre, ont été honteux.

Au lieu de rester sur la réserve pendant ces tueries et ces abus choquants, ils devraient prendre la tête des militants israéliens pour la paix et la justice : exiger la fin des abus multiples des droits humains et politiques auxquels les Palestiniens sont quotidiennement confrontés, la fin du siège de Gaza depuis onze ans, la fin de l'occupation continue du territoire palestinien depuis cinquante ans et de l'expansion continue des colonies illégales.

La décision du président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale et d'y déplacer l'ambassade américaine, en violation des accords internationaux, a démontré que les Etats-Unis n'ont aucune prétention à être un intermédiaire honnête pour un règlement politique du conflit israélo-palestinien.

Une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, qui reconnaît les droits et la sécurité de tous et met fin à la dépossession continue du peuple palestinien, est dans l'intérêt de tous, au Moyen-Orient et bien au-delà.

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur ces violations répétées et dangereuses du droit international. La sécurité de l'un ne sera jamais atteinte aux dépens de l'autre. Et c'est pourquoi nous nous sommes engagés à reconsidérer les ventes d'armes britanniques à Israël tant que ces violations se poursuivent.

La décision du gouvernement britannique de ne pas soutenir une commission d'enquête des Nations unies sur l'ampleur choquante des meurtres de manifestants civils à Gaza ou la résolution plus récente de l'Onu condamnant le recours aveugle à la force israélienne et appelant à la protection des Palestiniens est moralement indéfendable.

La Grande-Bretagne, qui est un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et qui a une responsabilité particulière dans le règlement pacifique et juste du conflit israélo-palestinien, devrait s'assurer que soit menée une enquête crédible et indépendante, que les responsabilités soient réellement établies et qu'une action internationale efficace mette fin aux massacres et mette un terme à la crise humanitaire de plus en plus profonde de Gaza ».

Israël, Palestine
Date des faits : 6 juin 2018
Sources : middleeastmonitor.com
Thématiques : Société, politique
Rubrique : La voix de la raison